Investissement Canada—Loi

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, je prends la parole sur la motion n° 9 présentée par mon collègue de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) et c'est avec l'intention d'essayer de convaincre mes collègues de cette Chambre de l'importance de l'amendement en question.

Il s'agit, en effet, de suggérer au ministre deux choses. Premièrement, lui demander d'examiner attentivement la mainmise étrangère afin de s'assurer qu'il a tout fait ce qu'il était en son pouvoir de faire pour encourager d'autres compagnies canadiennes à s'intéresser à l'industrie qui fait l'objet peut-être d'un achat par des intérêts étrangers. Deuxièmement, d'exercer des pouvoirs qu'il a afin que, d'une part, il dise à ses collègues du Cabinet ce qui se passe dans son ministère et, d'autre part, qu'il reçoive de ces derniers l'information dont il a besoin afin de s'assurer que tout se fait dans l'ordre, que tout soit coordonné, que tous travaillent pour créer ce que l'on veut tous, c'est-à-dire des emplois et des investissements dans notre économie canadienne.

Monsieur le Président, je voudrais simplement revenir à l'amendement en question et sans lire *in extenso* ce qu'il y a, disons, dans les comptes rendus des débats au comité, dans les divers forums publics où on a demandé qu'un tel pouvoir soit accordé au ministre, je voudrais simplement faire le point sur la recommandation du président du Conseil des sciences, le D^r Stuart Smith, parce qu'il est venu devant le comité et a demandé au gouvernement d'examiner attentivement la suggestion suivante, à savoir que . . . Comme on le sait, il y a un seuil de 5 millions de dollars auquel le gouvernement porte une attention particulière et devra examiner toute mainmise étrangère sur des acquisitions canadiennes dépassant 5 millions. Par contre, il y a des compagnies, et j'en connais plusieurs . . . je regarde mon collègue du Lac-Saint-Jean (M. Côté), je regarde mes collègues de la région d'Ottawa-Carleton . . . il y a plusieurs villages, villes, endroits au Canada qui ont dans leurs communautés des industries qui ont moins de 5 millions de dollars d'actif et qui créent des «jobs» à ces endroits et qui pourraient faire l'objet d'une mainmise étrangère, qui pourraient faire l'objet d'un intérêt particulier d'une compagnie étrangère, que ce soit une scierie, que ce soit une papeterie, que ce soit simplement, si l'on veut, une industrie locale, sans aller au ridicule et dire: Bien ça pourrait être un magasin de souliers qui pourrait faire l'objet d'un achat . . . Non . . . Je ne parle pas de ça. Je parle des industries qui existent déjà et qui sont importantes dans une localité donnée.

Ce que je veux dire, monsieur le Président, c'est ceci: C'est que le gouvernement donne annuellement à des compagnies, à des industries et au secteur privé des octrois. Parfois, il est fort justifiable d'aider une compagnie. On va donner un octroi de \$100,000, par exemple, à une compagnie.

Quand M. Smith a proposé l'amendement devant le Comité, il a dit: Toute compagnie qui reçoit dans cinq ans ou sur cinq ans une somme de \$100,000 devrait faire l'objet d'un examen sérieux du ministre pour s'assurer qu'elle n'a pas vendu à profit cette compagnie à des intérêts étrangers et ainsi profité de l'octroi de \$100,000.

Je pense que c'est sérieux, je pense que c'est nécessaire, je pense qu'il y a une coordination nécessaire qui doit se faire au niveau du ministère afin de s'assurer que les octrois que l'on donne aux compagnies profitent aux compagnies canadiennes et, par conséquent, aux travailleurs canadiens. C'est pour cela

que je demande, d'une part, que le ministre fasse en sorte de s'assurer qu'il y a une compagnie canadienne qui serait peut-être intéressée à acheter la compagnie et qui pourrait continuer à créer ces emplois, à faire fonctionner l'usine ou la manufacture ou la scierie. D'autre part, je pense qu'il est important que le ministre sache ce que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) donne, par exemple, au développement ou à la recherche. Je pense qu'il est essentiel qu'il sache également que le ministre des Travaux publics (M. La Salle) subventionne telle ou telle compagnie ou tel ou tel organisme afin que, lui, puisse dire: avec mes collègues, on va coordonner cela, on va faire en sorte que tout le monde sache ce que la main gauche fait et ce que la main droite fait et que, d'une façon ou d'une autre, on puisse encourager les Canadiens à s'intéresser à l'activité économique de ce pays.

Donc la motion à laquelle nous portons notre attention vise deux objectifs, monsieur le Président. Premièrement, chercher à obtenir des avis et des examens d'investissement par des non-Canadiens et, deuxièmement, nous voulons un mécanisme qui fournirait aux autres ministères et organismes concernés des renseignements sur les moyens de stimuler les investissements des Canadiens au Canada.

• (1210)

[Traduction]

Ces examens sont très importants, monsieur le Président, en ce qui concerne tous les projets d'investissements étrangers dans les domaines hautement technologiques et de la recherche et du développement, y compris ceux qui sont subventionnés dans une proportion de \$100,000 ou davantage par le gouvernement fédéral à titre d'encouragement pour demeurer opérationnels dans notre pays même.

Nous savons tous que la région d'Ottawa-Carleton est particulièrement active dans le domaine de la haute technologie, domaine qui a profité de subventions fédérales et provinciales. Ces subventions visaient à encourager cette industrie à s'établir dans la région d'Ottawa pour créer des emplois. Le président de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton a écrit dernièrement au premier ministre de l'Ontario en lui demandant d'investir davantage dans la région d'Ottawa-Carleton pour que l'industrie de la haute technologie puisse vraiment se donner de l'expansion et prospérer. Le ministre chargé du projet de loi que nous sommes en train d'étudier pourrait, à mon avis, se joindre non seulement à ses collègues du cabinet, mais également aux gouvernements provinciaux et aux municipalités pour que nous puissions effectivement profiter d'un programme de stimulants bien coordonné qui fonctionne harmonieusement, un programme susceptible de favoriser l'essor de ces industries.

[Français]

Monsieur le Président, je voudrais tout simplement citer, pour qu'elles soient consignées au compte rendu des Débats, les déclarations de M. Haydon dans la lettre qu'il a envoyée au gouvernement provincial. Il demande une activité économique plus grande pour la région d'Ottawa-Carleton, et il dit que Ottawa-Carleton, ayant contribué à la réputation internationale de l'Ontario en matière de haute technologie, exige maintenant une plus grande attention. Il parle en ces termes, et je lis un article publié le 27 avril 1985 dans le journal *Le Droit*: